

Conseil du 20<sup>ème</sup> arrondissement du 12 avril 2018

**Vœu relatif au soutien des mobilisations contre la réforme de la SNCF et la défense des services publics**

**Déposé par les élu·e·s des Groupes communiste-front de gauche, écologistes, socialiste et apparenté.**

Considérant les mouvements sociaux depuis le 22 mars 2018 contre la casse programmée de la SNCF et des services publics ;

Considérant qu'une offre de transports publics à la hauteur des besoins de chacun, accessible à toutes et à tous et assurant une meilleure liaison entre les territoires est indispensable aux Parisien.nes et francilien.nes et qu'elle contribue à la réalisation des objectifs environnementaux du Nouveau Plan Climat Air Énergie de Paris ;

Considérant Paris avec ses sept gares, ses milliers de salarié.es qui travaillent dans Paris et les 4.300 cheminots et leurs familles qui y habitent et méritent notre soutien dans ce moment stratégique pour l'avenir d'un bien public ;

Considérant que le Premier ministre Édouard Philippe a annoncé le 22 février 2018 des retards importants dans la réalisation de certains tronçons du futur métro du Grand-Paris et a dit viser une réduction du coût de 10 % ;

Considérant que le rail ne capte que 3 % des marchandises transportées en Île-de-France et moins de 10 % au plan national pour FRET SNCF ;

Considérant le « *rapport Spinetta* », remis au gouvernement le 15 février 2018, préconisant la fermeture de près de 9 000 kilomètres de voies ferrées dites secondaires ;

Considérant que le gouvernement, sur la base de ce rapport, met en œuvre une réforme de la SNCF par ordonnances, réforme qu'il qualifie de « *nouveau pacte ferroviaire* », qui accélère l'ouverture à la concurrence ;

Considérant que le réseau de transport ferré et son exploitation pour le transport des passager·e·s et des marchandises relève d'un service public, service public qui ne peut s'exercer que dans le cadre d'un monopole de l'État ;

Considérant que cette ouverture à la concurrence du service national public du transport ferroviaire fait craindre la création d'entreprises de main d'œuvre à bas coûts avec des conditions de travail dégradées, qui se livreront à une concurrence importante, au détriment de la qualité du service public du transport ferroviaire et le niveau de sa sécurité ;

Considérant que l'on peut craindre qu'un certain nombre de lignes, jugées non rentables du point de vue financier, finissent par être fermées ;

Considérant que le service public ne vise pas des objectifs de rentabilité financière de court terme mais a pour mission de permettre un accès égal aux usager·e·s sur tout le territoire, de relier et de désenclaver les territoires, pour construire un réseau de transport socialement et environnementalement juste ;

Considérant le mouvement social grandissant et l'opinion publique favorable pour la défense des services publics, en lien avec la baisse des budgets publics et du nombre de

fonctionnaires, ainsi que la casse mortifère de la santé publique comme d'autre corps d'État ;

Considérant que le chantier « *Action publique 2022* » que prévoit le gouvernement n'annonce rien de bon avec 60 milliards d'euros de baisse de la dépense publique, délégations aux acteurs privés, ainsi que la suppression programmée de 120 000 postes de fonctionnaires, de plus en plus de recrutements sous contrat, qui préfigurent des attaques sur le statut des fonctionnaires. Tout ceci au détriment des conditions de travail des agents et de la qualité des services rendus à la population ;

Considérant les mesures antisociales du gouvernement actuel : Hausse de la CSG, baisse des APL, casse du logement social, du code du travail, dispositif Parcoursup pour trier les étudiant.e.s ;

Considérant que cette politique mène à une société d'insécurité sociale, toujours plus précaire pour des millions de nos concitoyen.ne.s ;

**Sur proposition des élu.e.s des Groupes Communiste - Front de Gauche, Groupe des élu.es écologistes et SOCA, le Conseil d'arrondissement émet le vœu que :**

- **la Maire de Paris demande au gouvernement de revenir sur son projet de réforme de la SNCF afin de créer les conditions d'un véritable plan de développement du service public ferroviaire permettant de relever les défis qui lui sont lancés en matière d'aménagement du territoire, de mobilité, de lutte contre le réchauffement climatique et de réponse aux besoins sociaux,**
- **la Mairie du 20<sup>ème</sup> et la Mairie de Paris défendent par tous les moyens nos services publics et apportent clairement leur soutien aux mouvements sociaux actuels.**